

Allocution de bienvenue  
Mme Lilia Hachem Naas, Directrice  
bureau Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique  
Première session extraordinaire du sous comité énergie du  
Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union Africaine

Le Directeur des infrastructures et énergie, M. Cheick Bedda  
Le Représentant de la Banque Africaine de Développement  
Le Secrétaire général du ministère de l'énergie de la république  
islamique de Mauritanie, M. Tall.

Mesdames et messieurs, chers participants, et chers invités.

Je suis Lilia Naas, directrice du bureau Afrique du Nord de la CEA.

C'est un honneur pour moi d'être parmi vous aujourd'hui à Nouakchott.  
Au nom de Mme Songwe, Secrétaire Exécutive de la CEA, je vous souhaite  
la bienvenue à cette première session ordinaire du sous-comité technique  
énergie du CTS de l'Union Africaine sur le transport, les infrastructures  
transcontinentales et interrégionales, l'énergie et le tourisme

La déclaration de Lomé, élaborée en mars 2017, lors de la première  
réunion du comité technique spécialisé, appelle toutes les parties  
prenantes clés à travailler ensemble et coordonner leurs efforts pour  
impulser le développement des infrastructures de production et de  
distribution de l'énergie sur le continent africain.

Ces partenariats, dans le cadre du PIDA (Programme pour le développement des infrastructures en Afrique) ou encore de l'initiative africaine pour l'énergie renouvelable, ont montré que les efforts conjoints ont un meilleur impact que les initiatives individuelles.

Les problèmes d'énergie sur le continent africain requièrent une approche multi pays et multi dimensionnelle pour y apporter les solutions adéquates. La CEA, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de l'Objectif du Développement Durable n. 7, a montré que des changements positifs au niveau du secteur de l'énergie ont été opérés même si les efforts restent insuffisants pour aboutir à une réelle transformation du secteur. Ces initiatives ont entre autres permis une augmentation de l'offre énergétique du continent en particulier la production d'électricité à partir des sources d'énergies renouvelables. Par exemple au Kenya le taux d'électrification est passé en 2016 à 65 % représentant une importante amélioration sur une courte période de temps.

Toutefois, et malgré le fait que l'Afrique dispose de vastes ressources en énergie et énergie renouvelable, ces ressources restent encore sous exploitées ne permettant pas une réelle transformation de ce secteur au niveau continental. En effet, cette transformation nécessite une connaissance approfondie du secteur et des compétences techniques pointues. En collaboration avec la commission de l'Union Africaine et le NEPAD, la CEA aide à combler ce gap en particulier à travers l'encadrement des unités de production de biocarburants de petite et moyenne taille. Je vous invite à participer à la session qui présentera les progrès réalisés dans ce domaine.

Un autre domaine sur lequel la CEA a beaucoup travaillé a trait aux statistiques afin de combler le manque de données qui ne permet pas aux pays africains de développer des politiques bien fondées et progressistes. La CEA est impliquée dans plusieurs initiatives pour établir des systèmes d'information pour collecter, analyser et disséminer les informations relatives à ces énergies telles que AFREC ou le « African Biomass Data Initiative ». De plus, en partenariat avec la Banque mondiale, la CEA fournit des informations pour permettre le suivi et l'évaluation des progrès de l'ODD 7.

Enfin, le renforcement des capacités est un des piliers pour le développement durable des services énergétiques en Afrique. La CEA et son institut l'IDEP ont développés un programme modulaire de formation sur la gestion de la demande et d'offre énergétique et la planification. L'objectif du programme étant de renforcer les capacités des états membres africains pour mettre en place des systèmes efficaces de gestion des sources énergétiques pour un développement durable et inclusif

En conclusion, même si beaucoup de progrès ont été réalisés en une année il reste encore beaucoup à faire. Pour atteindre leurs objectifs, les pays africains auront besoin de mobiliser des ressources et de mettre en place des mécanismes de financement, y compris à travers les partenariats public-privés pour impulser le développement de services énergétiques efficaces et qui répondent mieux aux besoins des populations africaines.

Je souhaite plein succès à la session ordinaire du sous comité et j'espère que les recommandations qui en sortiront serviront comme base pour

intensifier nos efforts et assurer une meilleure collaboration entre les différentes parties prenantes au niveau national, régional et continental. La CEA est prête à apporter sa contribution là où elle peut être la plus pertinente

Je ne peux finir mon propos sans remercier la Commission de l'Union Africaine et la République Islamique de Mauritanie pour nous avoir donné l'opportunité de participer et cet important évènement et pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé.

Je vous remercie de votre aimable attention